Revue générale du SMSI+20 – 1re réunion préparatoire

30 mai 2025, Siège des Nations Unies, New York

Co-animateurs de session

Ambassadrice Suela Janina (Albanie)

- Il a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance d'un processus d'examen **inclusif et transparent, mené par les États membres** .
- Lié le SMSI+20 au **Sommet du Futur** et à la dimension numérique de l' **Agenda 2030** .
- Des consultations informelles en cours ont été annoncées sur les modalités et la nécessité de recueillir les contributions des multiples parties prenantes.

Ambassadeur Ekitela Lokaale (Kenya)

- A présidé la session et a résumé les thèmes clés à sa conclusion.
- Il a souligné les appels à **l'équité numérique, au renforcement de l'IGF, à l'engagement multipartite** et à l'alignement sur les processus mondiaux.

- Il a encouragé la collaboration continue et a remercié les intervenants pour leurs contributions.

Système des Nations Unies

Guy Ryder, Sous-Secrétaire général, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)

- A remis le rapport officiel d'évaluation de la mise en œuvre du SMSI.
- Il a souligné que même si l'accès à Internet à l'échelle mondiale s'est amélioré, **2,6 milliards de personnes restent hors ligne** , en particulier dans les PMA, les zones rurales et parmi les femmes et les personnes âgées.
- **La connectivité significative** est définie comme étant bien plus qu'un simple accès : elle nécessite des moyens financiers, des compétences, un contenu pertinent et une infrastructure sécurisée.
- Il a cité le manque de stratégies numériques nationales et les environnements réglementaires inégaux comme des défis permanents.
- A souligné l'importance des **infrastructures publiques numériques (IPN)** et des partenariats intersectoriels.
- A exhorté les États membres à veiller à ce que les résultats du SMSI+20 soient **cohérents avec les ODD et le Pacte numérique mondial** , et incluent les voix des multiples parties prenantes.
- A réaffirmé le rôle du DAES en tant que secrétariat du processus SMSI+20.

États membres – Interventions clés

Union européenne (Belgique)

- A mis l'accent sur une **approche de la transformation numérique fondée sur les droits** , fondée sur la démocratie, l'inclusion et les valeurs multipartites.
- Il a appelé à une **synergie plus forte entre le SMSI+20, la GDC et le Sommet du futur** .
- Soutenu l'amélioration des **résultats, de la visibilité et de la portée régionale de l'IGF** .

- Plaide pour **des technologies numériques ouvertes, sécurisées et interopérables** et une gouvernance responsable de l'IA.

Chine

- Il a rejeté ce qu'il a appelé **« l'hégémonie d'Internet »** et a mis l'accent sur la souveraineté nationale dans la gouvernance numérique.
- Il a appelé au multilatéralisme sous la direction de l'ONU, au respect de la diversité culturelle et à la non-ingérence dans les affaires intérieures.
- Il s'oppose à la fragmentation d'Internet et soutient **la coopération en matière d'infrastructures, d'IA et de Big Data** .
- Il a souligné la nécessité de la transformation numérique pour servir le développement économique mondial et l'équité.

Russie

- Il a critiqué la **privatisation et la politisation de la gouvernance de l'Internet** .
- S'oppose au modèle multipartite en faveur de **mécanismes intergouvernementaux dirigés par l'État** .
- Il a défendu la régulation nationale du contenu et des infrastructures comme des exercices légitimes de souveraineté.
- Il a appelé à ce que le SMSI+20 **rétablisse le rôle central de l'ONU** et empêche la domination d'acteurs privés ou d'alliances régionales.

Brésil

- A soutenu le maintien des rôles de l' **IGF et du CSTD** dans le paysage de la gouvernance mondiale.
- Promotion **des infrastructures numériques publiques** , de l'accès abordable et de l'inclusion numérique.
- Il a souligné l'importance d'aligner le SMSI+20 sur les **ODD et la GDC** .
- Il a insisté pour que l'examen produise **des résultats concrets et orientés vers l'action** , et pas seulement des réaffirmations.

Autres interventions gouvernementales

Irak (au nom du G77 et de la Chine)

- Il a plaidé pour la réduction de la fracture numérique grâce à **la coopération internationale, au financement** et **au transfert de technologie** .
- Soutien réaffirmé au **cadre du SMSI** et à son orientation vers le développement.
- Soutien **à la poursuite du FGI** et à une prise de décision plus inclusive pour les pays du Sud.

Arabie Saoudite

- L'innovation numérique, l'entrepreneuriat et la confiance ont été mis en avant comme piliers clés.
- Partage d'expériences en matière de développement de technologies éthiques et **d'inclusion des jeunes** .
- Soutien à la gouvernance multipartite, notamment au sein de l'IGF.

Sénégal

- Il a appelé à un accès élargi pour **les femmes, les jeunes et les zones rurales** .
- A appelé au développement de **FGI régionaux** et au soutien de la coopération Sud-Sud.
- Il a souligné le rôle de l'alphabétisation numérique et de l'investissement dans le renforcement des capacités.

Italie

- Soutien réitéré à une **transformation numérique centrée sur l'humain et démocratique** .
- A promu la synergie entre le SMSI+20, les ODD et la GDC.
- Il a mis l'accent sur le renforcement de l'IGF et l'inclusion des voix sous-représentées.

Bangladesh

- Nous avons partagé l'initiative « **Smart Bangladesh** » axée sur l'inclusion et l'innovation.
- Soutien accentué aux PMA et aux groupes marginalisés.
- Il a appelé à des stratégies nationales plus fortes, à un meilleur accès et à des compétences numériques plus solides.

Royaume-Uni

- A défendu un Internet **libre, ouvert, sécurisé et interopérable .**
- A mis l'accent sur l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et sur la protection des données.
- Soutenir le renforcement de la visibilité et de l'impact de l'IGF grâce à des résultats plus concrets.

Estonie

- Promouvoir une gouvernance numérique ancrée dans **la liberté, la démocratie et l'innovation** .
- Il a appelé au renforcement de l'IGF et à son alignement sur le GDC.
- Appel à une collaboration transfrontalière et à des institutions inclusives.

Finlande

- **Les compétences numériques, l'inclusion des genres** et la gouvernance qui reflètent les inégalités du monde réel sont mises en évidence .
- A appelé à une participation plus large **des pays du Sud** au SMSI+20.
- A souligné la cohérence avec les droits de l'homme et les objectifs numériques régionaux.

Ghana

- A abordé **les fractures numériques persistantes** et l'importance de l'entrepreneuriat local.
- Il a appelé à des investissements ciblés et à un alignement sur les stratégies numériques africaines.
- A plaidé en faveur d'une coordination entre les processus du SMSI+20 et de la GDC.

Canada

- Axé sur **l'égalité des sexes, l'inclusion des autochtones** et la gouvernance de l'Internet fondée sur les droits.
- Il a appelé à un accès abordable, à la culture numérique et à une participation civique significative.
- Il a exhorté l'IGF à produire des résultats plus pertinents et plus exploitables.

Pakistan

- Il a souligné l'importance du **contrôle souverain** sur les ressources et les infrastructures numériques.
- Il a appelé au renforcement des capacités, au transfert de technologie et à **des modèles de développement équitables** .
- Nous avons soutenu l'IGF avec un engagement plus fort auprès des pays du Sud.

Lettonie

- Soutien aux positions de l'UE et à un **modèle multipartite centré sur les droits** .
- Il a appelé à la poursuite du fonctionnement de l'IGF et à une participation plus forte des petites nations.

République dominicaine

- Il a plaidé en faveur d'infrastructures inclusives, d'un accès abordable à Internet et de l'engagement des jeunes.
- Il a appelé à des politiques numériques façonnées par la coopération public-privé.

Soudan

- Il a parlé au nom des **États touchés par un conflit** , soulignant la marginalisation numérique.
- Il a mis l'accent sur la gouvernance flexible, la souveraineté nationale et le soutien au relèvement post-conflit.

Émirats arabes unis

- Promouvoir les écosystèmes d'innovation dans l'IA, la cybersécurité et la blockchain.
- Soutenir la participation des jeunes et une gouvernance numérique basée sur la confiance.
- Il a appelé à un examen du SMSI+20 axé sur les résultats et à une réforme du FGI.

Sri Lanka

- A mis l'accent sur la gouvernance numérique éthique et **la lutte contre la désinformation** .

- Mise en évidence de la littératie numérique et du rôle des IGF nationaux.

Indonésie

- Axé sur **la connectivité rurale** , l'éducation numérique et les startups pour les jeunes.
- Il a appelé à une gouvernance inclusive et à la poursuite du fonctionnement de l'IGF.

Parties prenantes institutionnelles et groupes multipartites

Union internationale des télécommunications (UIT)

- Engagement réaffirmé en faveur de la coordination de la ligne d'action du SMSI.
- A promu les réalisations en matière **de normes d'IA, d'inclusion numérique** et d'infrastructures d'accès.
- Soutien à la coopération multilatérale et à un FGI plus fort.

Chambre de commerce internationale (CCI)

- Représente plus de 45 millions d'entreprises dans le monde.
- Il a appelé à **la cohérence réglementaire, au soutien à l'innovation** et aux normes ouvertes.
- Soutien à l'IGF en tant que plateforme mondiale clé.

Comité de direction de l'IGF

- Introduction des **lignes directrices multipartites de São Paulo** pour améliorer les processus de l'IGF.
- A appelé au renouvellement de l'IGF au-delà de 2025 avec de meilleurs résultats et une meilleure coordination avec le GDC.

Association pour le progrès des communications (APC)

- L'accent a été mis sur **les droits de l'homme, l'égalité des sexes** et l'inclusion locale.
- Opposé à la gouvernance numérique centralisée.
- Appel à une participation significative et populaire au SMSI+20.

Point focal de la société civile

- Il a appelé à **l'inclusion de la société civile en tant que co-créateurs** , et pas seulement en tant que consultants.
- L'accent a été mis sur l'espace civique, la diversité et la justice numérique.
- A mis en évidence les obstacles structurels à la participation.

Point focal de la communauté technique

- Il a défendu l'architecture ouverte de l'Internet et l'établissement de normes ascendantes.
- A mis en garde contre les excès intergouvernementaux en matière de gouvernance technique.
- Il a appelé à investir dans la connectivité, les infrastructures locales et les compétences techniques.